La mort de Jovenel Moïse, saut dans l’inconnu pour Haïti

Le pays est en état de siège depuis l’assassinat du président Jovenel Moïse, attaqué par un commando dans sa résidence de Pétionville. Le Premier ministre démissionnaire est toujours à la tête du gouvernement et son successeur nommé l’appelle au dialogue. Les institutions politiques sont bloquées et la société haïtienne fonctionne au ralenti, dans un contexte d’insécurité accrue. Une période incertaine aussi pour les partenaires haïtiens du protestantisme français, qui ont plus que jamais besoin de soutien…



Policiers déployés à Port-au-Prince après l’assassinat de Jovenel Moïse – DR

Des rues désertées, des habitants qui redoutent de sortir de chez eux pour aller au marché, une présence policière

renforcée dans la ville : au lendemain de l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse, la capitale Port-au-Prince a des aspects de ville morte. L'état de siège a été déclaré par Claude Joseph, Premier ministre intérimaire ; et pendant que les réactions internationales se multiplient, condamnant l'assassinat, le futur de tout le pays – un pays aux rouages bloqués, livré à une meurtrière guerre des gangs – apparaît toujours plus incertain.

La mort du chef de l'État haïtien a été annoncée par Claude Joseph dans un communiqué au matin du mercredi 7 juillet : «Le président a été assassiné chez lui par des étrangers qui parlaient l'anglais et l'espagnol. Ils ont attaqué la résidence du président de la République», a-t-il affirmé. Le commando qui a pris d'assaut, dans la nuit de mardi à mercredi vers les 1 heure du matin, la résidence privée de Jovenel Moïse dans le quartier Pèlerin 5 à Pétionville, disposait d'armes de guerre et a échangé des tirs avec les forces spéciales de police chargées d'assurer la sécurité du président. Divers témoignages d'habitants du quartier ont évoqué une très longue fusillade, jusqu'à deux heures de coups de feu, ajoutant qu'un des membres du commando aurait pris un mégaphone pour crier à «tout le monde de rester à couvert» et pour affirmer, en anglais et en espagnol, qu'une «opération de la DEA» était en cours, faisant référence à l'agence fédérale américaine chargée de la lutte contre les trafics de drogue. Après les combats, le président a été retrouvé le corps criblé d'une douzaine d'impacts de balles ; son épouse, blessée, a été évacuée vers un hôpital de Floride. Des combats sporadiques se sont poursuivis dans le quartier entre les membres du commando et la police. Peu après l'annonce de la mort de Jovenel Moïse, le directeur général de la police nationale d'Haïti, Léon Charles, a fait état de la mort de quatre des assaillants, identifiés comme des «mercenaires», et de l'arrestation de deux autres. Le ministre de la Culture et de la Communication, Pradel Henriquez, a évoqué la présence d'Haïtiens au sein du commando.

Les incertitudes de l’après-Jovenel Moïse

Si Jovenel Moïse était de plus en plus contesté, accusé de dérives dictatoriales et d’encourager le chaos, sa mort n’en représente pas moins pour tout le pays un saut dans l’inconnu.

Inconnu sur le plan politique : les institutions sont bloquées, muselées, et le chef de l’État, dont le mandat aurait dû s’achever le 7 février dernier selon l’opposition politique, gouvernait par décrets sans passer par le Parlement, après avoir laissé passer la date du scrutin censé permettre le renouvellement de la Chambre des députés et de deux tiers des sénateurs. Un référendum constitutionnel annoncé pour le 26 septembre prochain, en même temps que le premier tour de l’élection présidentielle, et déjà reporté à deux reprises pour cause de crise politique, devait renforcer encore les prérogatives de l’exécutif. Accusé, au mieux, de passivité face au pouvoir croissant des gangs contrôlant des quartiers entiers de Port-au-Prince, Jovenel Moïse avait changé trois fois de Premier ministre au cours des quatre dernières années. À l’avant-veille de son assassinat, il avait d’ailleurs choisi un nouveau chef du gouvernement, un médecin neurologue, le Dr Ariel Henry, nommé le lundi 5 juillet. Un Premier ministre nommé mais qui n’avait pas encore eu le temps de former son gouvernement ; or avec la mort du chef de l’État, c’est son prédécesseur assurant l’intérim, Claude Joseph, qui a pris les rênes du gouvernement et décrété l’état de siège. Une mesure contestée par le Premier ministre nommé, Ariel Henry, lequel a appelé son prédécesseur au dialogue «pour arriver à un accord qui nous permettra d’aller dans un meilleur climat aux élections».

Inconnu pour la société haïtienne : depuis l’annonce de la mort du chef de l’État, tout fonctionne au ralenti. Le simple fin de sortir dans la rue apparaît comme dangereux. Que peut-il arriver pendant cette période de l’état de siège, alors que l’insécurité n’a fait que croître tout au long de l’année

écoulée, avec une emprise croissante des gangs, une multiplication des kidnappings et rackets, une corruption galopante dans tous les secteurs ? Alors même que le quotidien est fait de pénuries, que les coupures d'eau, d'électricité se multiplient, que les denrées de base ont vu leur prix s'envoler avec l'inflation ? Alors que la société haïtienne est toujours plus inégalitaire et que les lacunes en matière d'éducation condamnent 4 Haïtiens sur 10 à ne pas savoir lire ? Avec un produit intérieur brut par habitant de 1149,50 dollars et un indice de développement humain de 170 sur une liste de 189 pays, Haïti reste le pays le plus pauvre de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde… Et la pandémie de Covid-19, face à laquelle les autorités sanitaires semblent démunies (le pays n'a toujours pas commencé de campagne de vaccination) n'a fait qu'aggraver les inégalités et la pauvreté.

Inconnu, enfin, pour les partenaires du Défap et du protestantisme français : si Haïti est considérée depuis longtemps comme «zone rouge» par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, les Églises tentent sur place de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour le pays. À travers la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France en lien avec celle d'Haïti, et coordonnée par le Défap, les protestants de France peuvent les soutenir : c'est ainsi que la Mission Biblique développe sur place des projets sociaux, d'enseignement et de santé en partenariat avec l'UEBH (l'Union Évangélique Baptiste d'Haïti). De même, avec le soutien du Défap, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH), à travers son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. La Fondation La Cause soutient des orphelinats… Pour toutes ces actions en Haïti, le soutien des partenaires étrangers demeure crucial en dépit des circonstances – et il l'est d'autant plus en cette

période d’incertitude.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d’Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s’était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l’égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s’exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l’Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la **Mission Biblique**
- le **Service protestant de mission – Défap**
- la **fondation La Cause**
- le **SEL (Service d’Entraide et de Liaison)**
- **ADRA-France**
- l’**Église du Nazaréen**
- **Réforme**